
GAZA : ARRETONS LE MASSACRE

Un million et demi de personnes assiégées, affamées, bombardées depuis 18 mois. C'est une punition collective et donc un crime de guerre aux termes de la 4e convention de Genève article 33 !

Un million et demi de personnes qui subissent une agression d'une violence sans précédent de l'armée israélienne, c'est encore un crime de guerre !

Comme d'habitude, le gouvernement d'Israël n'a que faire des « pressions » internationales qui ne sont d'ailleurs que de timides suggestions à un gouvernement qui pratique l'apartheid. D'ailleurs, l'Union Européenne a donné le feu vert à Israël pour ce crime en décidant, à l'initiative de sa présidence française, et contre le parlement européen, du « rehaussement » du statut des relations entre l'Union Européenne et Israël.

Partout en Palestine depuis longtemps, et maintenant surtout à Gaza, les Sionistes tuent brutalement. Les tireurs d'élite et les chars de combat prennent des écoliers pour cible. Les vieux et les invalides sont parfois enterrés vivants dans leurs propres maisons par les bulldozers de l'armée. Les ambulanciers, médecins et infirmiers, les journalistes, les volontaires humanitaires sont kidnappés, torturés, assassinés et les Palestiniens sont emmurés dans leurs villes.

Nous saluons les Israéliens qui refusent de participer aux crimes ordonnés par les dirigeants du pays. Plus de 550 soldats israéliens ont signé un document condamnant l'occupation de la Palestine et ils refusent de servir dans les territoires occupés ou de tuer leurs frères et sœurs de classe. Beaucoup de ces hommes et femmes courageux sont maintenant en prison.

La communauté internationale par contre fait preuve d'une lâcheté criminelle. Les voyages du président Sarkozy et de son complaisant ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner n'empêchent nullement les avions, les chars, les bateaux de guerre de pilonner Gaza. Comme révélé dans *le Canard enchaîné* du 7 janvier, documents du gouvernement français à l'appui, ces bombardements ont pour but de provoquer ce que l'on appelle hypocritement des « bavures » meurtrières afin de terroriser la population.

Face à l'inertie coupable des « grandes puissances », à la lâcheté des « responsables » politiques, les citoyennes et les citoyens doivent se mobiliser pour faire cesser cet inacceptable massacre.

Nous exigeons

L'arrêt du massacre.

La levée immédiate et totale du blocus.

La suspension de tout accord d'association entre l'Union Européenne et Israël.

Des sanctions immédiates contre Israël.

La protection de la population de Gaza et de tout le peuple palestinien.